

CONJONCTURE | BRETAGNE

MARS 2026 N°3

La conjoncture agricole de février 2026

EN BREF

Météo : des pluies à nouveau abondantes et beaucoup de douceur

Grandes cultures : l'humidité excessive des sols dégrade les conditions de culture

Fruits et légumes : des cours anormalement bas

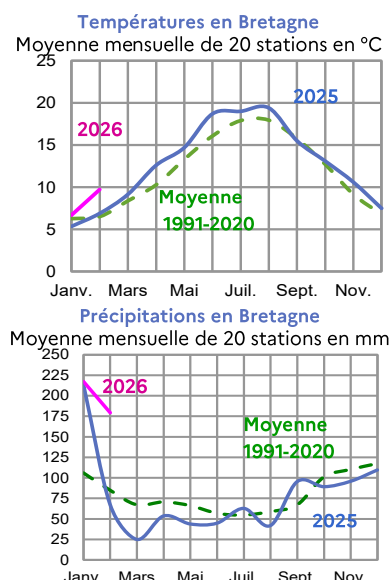
Lait : les prix poursuivent leur baisse

Viande bovine : nouvelle hausse des cours

Viande porcine : stabilisation du cours en février

Volaille et œufs : les cours des œufs à nouveau en hausse

MÉTÉO - Des pluies à nouveau abondantes et beaucoup de douceur



En février 2026, les **pluies** sont deux fois supérieures aux normales saisonnières : 179 mm en cumul en moyenne sur la Bretagne. Elles font suite à un mois de janvier déjà exceptionnellement pluvieux. Les précipitations sont très abondantes jusqu'au 23 février. Les sols se trouvent durablement saturés et de nombreuses rivières ont à nouveau débordé. Sur le mois, douze stations enregistrent de nouveaux records mensuels de pluviométrie.

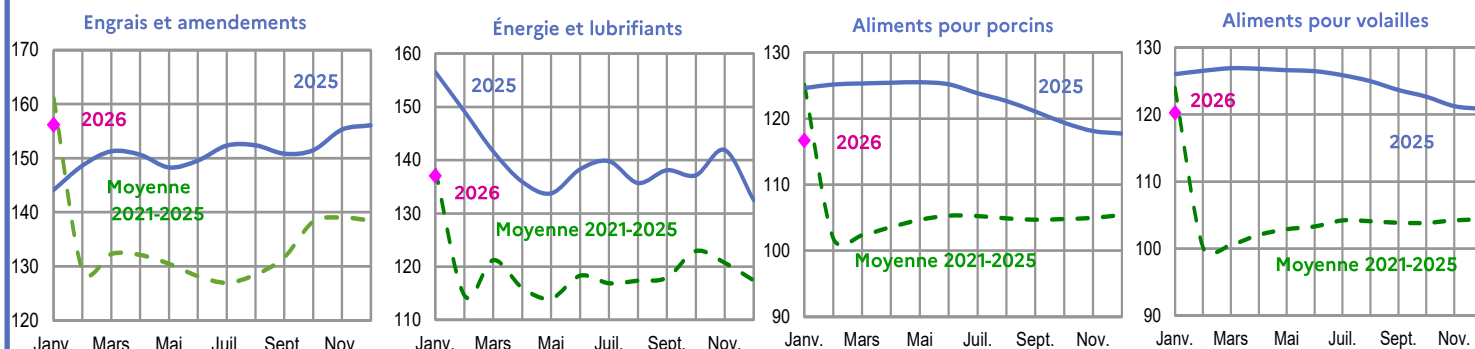
Le flux océanique transporte une douceur exceptionnelle. La **température** s'élève en moyenne à 9,7 °C en janvier, soit 3,2 °C au-dessus de la normale. Mis à part quelques faibles gelées localisées le 2 février, la température ne descend pas en dessous de zéro. Conséquence du temps souvent perturbé, l'**ensoleillement** est inférieur à la normale de 35 % à Brest et Quimper, de 30 % à Rennes.

Source : Météo — France

COÛTS DE PRODUCTION - Baisse sur un an

Entre janvier 2025 et janvier 2026, les coûts de production diminuent en Bretagne (- 4 % pour les biens et services de consommation courante). Le coût de l'énergie, et notamment celui du gazole non routier, reculent de 13 %. Le coût des produits phytosanitaires baisse également (- 3 %) alors que le coût des semences est stable. L'alimentation animale est globalement moins onéreuse (- 6 %). Seul le coût des engrais augmente (+ 8 %). Le coût des engrais simples azotés (dont l'ammonitrate) progresse notamment de 12 %.

Indices des prix d'achat des moyens de production Bretagne (Ipampa) Base 100 en 2020



Source : Insee - Agreste

PRODUCTIONS VÉGÉTALES

Grandes cultures : l'humidité excessive des sols dégrade les conditions de culture

En février 2026, l'humidité excessive du sol détériore les conditions de culture, mais n'entrave pas la croissance des céréales. Fin février, seulement 68 % des parcelles de **blé tendre** et 54 % des parcelles d'**orge d'hiver** sont jugées dans un état « bon à très bon », contre 82 % pour les deux cultures à la même période entre 2020 et 2025 en moyenne. Les opérations d'apport d'azote et de désherbage ont dû être repoussées en raison de la mauvaise portance des sols. Le stade « épi 1 cm » est cependant obtenu pour 5 % des parcelles de blé et 3 % de celles d'orge alors qu'en 2025, aucune parcelle n'était concernée à cette date.

Fruits et légumes : des cours anormalement bas

La production de **choux-fleurs** prend une avance importante, du fait de températures plus douces, accentuant le déséquilibre du marché en faveur de l'offre. Les cours sont bas (0,49 euro la pièce, cours cadran), face à une demande nationale prudente et des débouchés à l'exportation concurrencés par les bassins producteurs de l'Europe du Sud.

La situation de *crise conjoncturelle* du **poireau** et de l'**échalote** se prolonge tout au long du mois de février (**définitions**). Le manque de consommation et la concurrence entre bassins de production expliquent pour partie la dégradation globale de ces marchés. Le cours de l'échalote reste au plancher (0,80 euro le kg, cours expédition) et l'écoulement des stocks reste très lent. La campagne de **courges potimarrons** tend vers son terme, mais là encore les plus gros

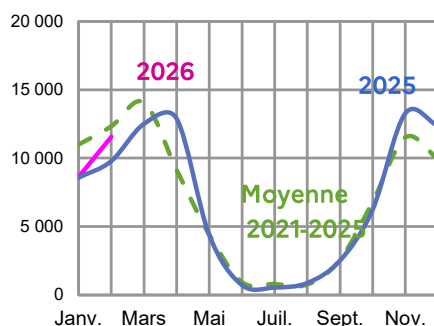
Les **cours** des céréales amorcent une légère hausse par rapport au mois précédent mais demeurent nettement inférieurs à ceux de février 2025. Le blé tendre se vend en moyenne à 185 euros la tonne, l'orge fourragère à 197 euros la tonne et le maïs à 187 euros la tonne (prix rendu Pontivy). Ces prix sont inférieurs d'environ 10 % à ceux de février 2025.

volumes commercialisés ces derniers mois n'ont pu l'être qu'à des niveaux peu rémunérateurs.

Les plantations plus tardives, du fait des fortes pluies, ajoutent des risques aux difficultés commerciales actuelles (notamment sur les rendements et la commercialisation future). Le Finistère est concerné pour les échalotes et brocolis en particulier.

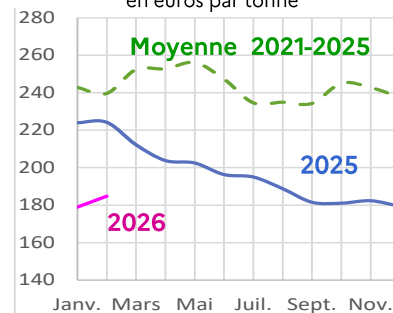
Production de choux-fleurs

Total Bretagne en milliers de têtes

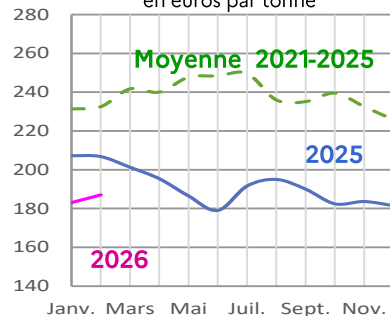


Source : Draaf Bretagne, Réseau des Nouvelles des Marchés (RNM)

Cours du blé tendre fourragère rendu Pontivy-Guingamp en euros par tonne



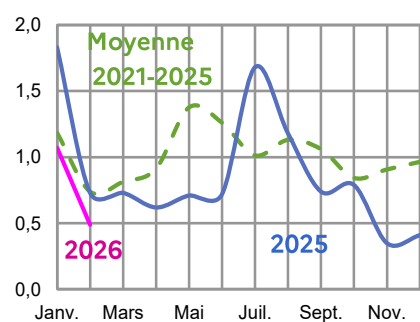
Cours du maïs rendu Pontivy en euros par tonne



Source : FranceAgriMer

Choux-fleurs calibre gros

Prix production en euros par tête en Bretagne



Source : Draaf Bretagne, Réseau des Nouvelles des Marchés (RNM)

PRODUCTIONS ANIMALES

Lait : les prix poursuivent leur baisse

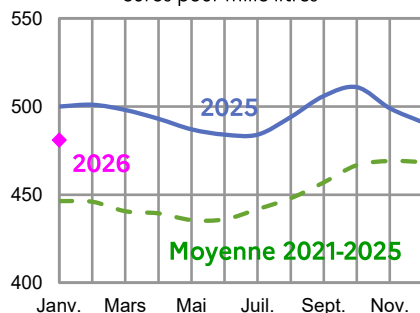
En janvier 2026, le **prix** du lait continue de baisser (-2 % en un mois). Il est payé en moyenne 481 euros les 1 000 litres aux producteurs bretons (prix à teneurs réelles, tous types et toutes qualités confondus). Ce prix est en recul de 3,8 % par rapport à celui de janvier 2025. En revanche, le prix du lait bio augmente sur un an (+7,2 %). En janvier, le lait bio breton

est ainsi payé 580 euros pour 1 000 litres en moyenne (22 % de plus que le lait conventionnel, payé en moyenne 477 euros).

Les prix des produits laitiers diminuent à nouveau en janvier, car la production laitière progresse dans tous les grands bassins laitiers mondiaux exportateurs. Il n'y a notamment pas de signe de fléchissement de la pro-

Prix moyen du lait de vache en Bretagne

Prix payé aux producteurs, à teneurs réelles, en euros pour mille litres



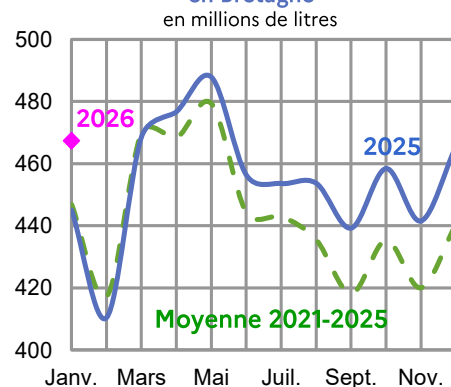
Sources : Agreste - FranceAgriMer, enquête mensuelle laitière

duction laitière en Europe, bien que le prix des vaches de réforme soit actuellement assez incitatif, comme l'observe le Cniel (Centre national interprofessionnel de l'économie laitière).

En janvier 2026, les désormais moins de 8 000 producteurs bretons de lait ont livré 0,4 % de lait de plus qu'en décembre 2025. La collecte de lait bio breton recule de 7 % sur un mois, baisse saisonnière moins marquée qu'en janvier 2025. En janvier 2026, le lait bio représente 4 % de la collecte régionale (4,1 % en janvier 2025).

En janvier 2026, les **coûts de production** sont en légère hausse sur un mois (+ 0,3 % par rapport à décembre) mais restent à un niveau plutôt bas. Sur un an, l'Ipampa lait de vache est en effet inférieur de 2,7 % à celui de janvier 2025. Le mois précédent (décembre 2025), la **marge laitière** Milc (Marge Ipampa lait de vache sur coût total indicé) continue de diminuer (- 2,4 %), notamment du fait de la baisse du prix de vente du lait (calcul Institut de l'élevage). Elle demeure cependant très élevée, supérieure de 18 % à celle de décembre 2024.

Livraisons de lait de vache à l'industrie en Bretagne



Sources : Agreste - FranceAgriMer, enquête mensuelle laitière

Viande bovine : nouvelle hausse des cours

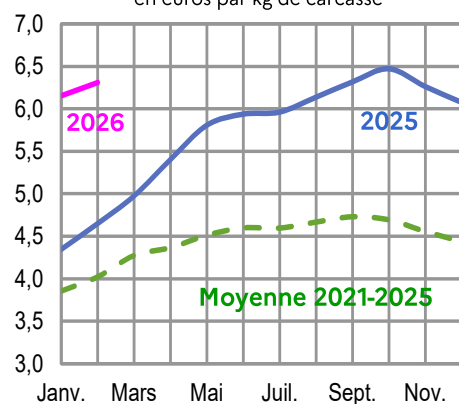
En février 2026, les **cours** des bovins viande continuent d'augmenter fortement dans le Grand Ouest et atteignent des niveaux très élevés. La vache de race laitière **conformée P=** est payée 6,31 euros le kg au producteur en moyenne (+ 2,4 % en un mois). Ce cours dépasse de 36 % celui de février 2025. Le jeune bovin de race à viande **conformé U=** se vend 7,77 euros le kg. Ce cours atteint un nouveau record (+ 25 % sur un an). Ces hausses de prix s'expliquent par le manque persistant d'offre. Les cours continuent également d'augmenter pour les veaux de boucherie et atteignent un nouveau record en février 2026. Le veau de boucherie **rosé clair O Nord** se vend ainsi à 9,23 euros le kg en moyenne (+ 19 % sur un an). Toujours recherchés par les **intégrateurs (définitions)**, les petits veaux laitiers se vendent à un prix très élevé en février. En fin de mois, le cours atteint 355 euros en moyenne au Marché organisé de Lamballe, soit + 87 % sur un an (pour un veau mâle de race laitière de 45 à 50 kg). Le mois précédent (janvier 2026), les **abattages** de gros bovins en Bre-

tagne augmentent de 3,1 % sur un an en tonnages, contrairement à la tendance nationale (- 3,3 %). En Bretagne, ils baissent de 2,3 % pour les vaches laitières et de 1,3 % pour les vaches allaitantes mais augmentent de 17 % pour les taurillons. Les abatages de veaux de boucherie en Bretagne reculent en revanche de 13 % sur un an.

Les **coûts de production** sont en légère hausse pour les gros bovins entre décembre et janvier (+ 0,6 %). Sur un an, l'Ipampa viande bovine baisse de 1 %. Le prix des aliments d'allaitement pour veaux est lui en légère baisse en janvier (- 0,5 % sur un mois). En janvier 2026, il est inférieur de 1,6 % à son niveau de janvier 2025.

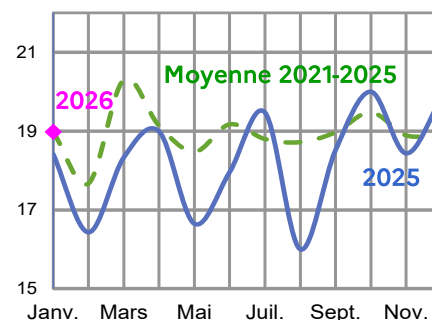
En 2025, les revenus des exploitations spécialisées en bovins viande sont historiquement hauts, dans le réseau d'élevages Inosys (source Institut de l'élevage). Chez les naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins de ce réseau, les résultats par exploitant ont plus que doublé entre 2024 et 2025, grâce à la forte progression des cours des gros bovins et à la stabilisation des charges.

Cours Bassin Grand-Ouest de la vache de réforme lait P= en euros par kg de carcasse



Source : FranceAgriMer

Abattages de gros bovins en Bretagne en milliers de tonnes de carcasse



Source : Agreste, enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux

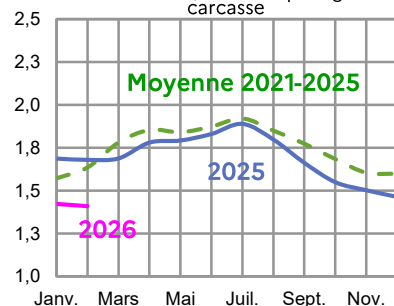
Viande porcine : stabilisation du cours en février

En février 2026, le **prix** de base au Marché du porc français termine à 1,410 euro par kilo en fin de mois. Après une légère baisse de 0,5 centime par kilo lors de la première vente du mois, il se stabilise lors des autres séances. Il reste cependant inférieur de 27 centimes du kilo (soit - 16 %) à celui de fin février 2025. L'activité d'**abattage** sur la zone Uniporc se réduit semaine après se-

maine, comme en 2025. Les abatages sont néanmoins plus importants (+ 2,5 % en volume), permettant de rattraper les retards pris en début d'année. Sur les neuf premières semaines de l'année, l'activité d'abattage est désormais légèrement supérieure de 0,4 % à celle de la même période de 2025. Le poids moyen de carcasse se replie de 840 grammes sur la période. Il demeure

Cours du porc charcutier au Marché du porc français

Base 56 TMP, en euros par kg de carcasse



*taux de muscle des pièces

Source : Marché du porc français

cependant très élevé et dépasse de plus de 1 kg celui de la même référence de 2025.

Dans les autres pays européens, les cotations tendent à repartir à la hausse à partir de la deuxième semaine de février, avec la diminution de l'offre. Cette revalorisation démarre en Belgique et aux Pays-Bas au nord de l'Europe, suivie une semaine plus tard par le prix de référence allemand qui reprend successivement 5 centimes en deux semaines. Le prix payé dans ces trois pays retrouve le niveau du prix français qui était jusqu'à présent le plus élevé de l'Union européenne. En Espagne, le cours repart également à la hausse (+ 9,5 cen-

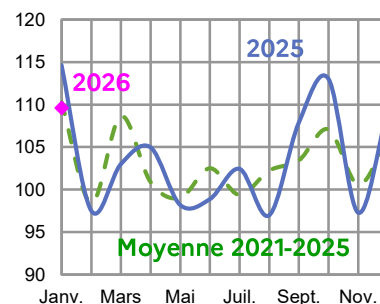
times du kg vif en trois semaines).

En janvier 2026, le **prix de l'aliment** du porc charcutier baisse peu (-1 % par rapport à décembre 2025). Il est inférieur de 9,3 % à celui de janvier 2025 (calcul Ifip, Institut de la filière porcine).

La **marge** reste néanmoins très impactée par la baisse du prix du porc. En février 2026, elle baisse de 23 % sur un an, et s'établit à 1 183 euros par truie présente par an pour les éleveurs de porcs français (marge naisseur engraisseur sur coût alimentaire et renouvellement, calcul Ifip). C'est le niveau le plus bas calculé depuis mars 2022.

Abattages de porcs charcutiers en Bretagne

en milliers de tonnes de carcasse



Source : Agreste, enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux

Volaille et œufs : les cours des œufs à nouveau en hausse

En février 2026, les cours des **œufs** progressent à nouveau. Les œufs coquille se vendent en moyenne 17,73 euros les 100 œufs (+ 1,3 % en un mois), selon la cotation Tendance nationale officieuse (TNO) synthèse. Ce cours dépasse de 22 % celui de février 2025. Les œufs destinés à la transformation en ovoproduits se vendent en moyenne 2,215 euros le kg (+ 4,6 % sur un mois). Ce cours est supérieur de 11 % à son niveau de février 2025 (cotation *TNO industrie*). Le marché de l'œuf reste très tendu, avec une demande soutenue des grandes et moyennes surfaces, face à une offre française insuffisante malgré une production en hausse. En février 2026, la production d'œufs de consommation continue de progresser en France (+ 4,2 % sur un an), portée par la hausse de la production d'œufs issus de poules élevées hors cages (+ 5,9 %)*.

En janvier 2026, les abattages de **volailles** en Bretagne diminuent de 7,5 % sur un an (en tonnage) avec des évolutions hétérogènes : - 8,6 % pour les poulets, - 5,2 % pour les dindes mais + 24 % pour les poules de réforme. La consommation de viande

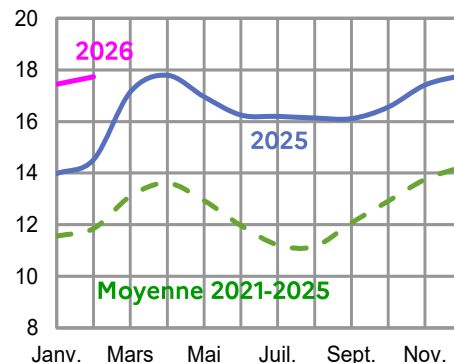
de volaille continue pourtant d'augmenter en 2025 (+ 3,5 %), tirée par le poulet, seule viande de volaille en augmentation (+ 5,5 %). Dans ce contexte, l'abattoir de poulet export congelé France Poultry (à Châteaulin, Finistère) et la société Yer Breizh sont rachetés par le groupe LDC, leader français de la volaille, à un groupe saoudien fin février 2026. Ces deux établissements sont issus de la restructuration suite à la liquidation du groupe Doux en 2018. Un nouvel abattoir doit ainsi être construit, afin de réorienter progressivement la production vers le poulet lourd destiné aux marchés français et européen.

En février 2026, le **coût des matières premières dans les aliments** pour volailles repart à la baisse, de - 0,1 % à - 0,9 % sur un mois selon les espèces, selon l'Itavi (coût mensuel lissé sur trois mois). Les coûts sont inférieurs à ceux de février 2025 : - 10 % pour le poulet standard et la dinde et - 11 % pour la poule pondeuse.

*d'après un modèle conjoint Agreste-Institut technique de l'aviculture (Itavi)-Comité national pour la promotion de l'œuf (CNPO)

Cours des œufs en France (code 3, moyenne des calibres G et M)

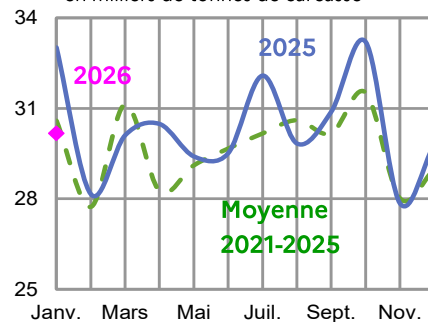
Cotation TNO* Synthèse, en euros pour 100 œufs



*tendance nationale officieuse Source : Les Marchés

Abattages de poulets de chair en Bretagne

en milliers de tonnes de carcasse



Sources : Agreste, enquête mensuelle auprès des abattoirs de volailles et lapins

Point sanitaire

FCO (Fièvre catarrhale ovine, sérotypes 3 et 8) : l'épidémie atteint un pic régional entre juillet et août 2025, elle décroît depuis septembre. Depuis le 23 janvier 2026, il n'y a aucun nouveau foyer en Bretagne.

IAHP (Influenza aviaire hautement pathogène) : en Bretagne, deux foyers ont été détectés en élevage en décembre 2025 et deux en basse-cour au cours du mois de février. Le dernier a été identifié le 6 février dans une volière d'une quinzaine d'oiseaux d'ornement (canards, oies, cygnes) sur la commune de Teillac (Ille-et-Vilaine).

MHE (Maladie hémorragique épizootique) : aucun nouveau foyer en France depuis le 23 janvier 2026.

DNC (Dermatose nodulaire contagieuse) : aucun foyer n'a été détecté en Bretagne. Quinze suspicions déclarées entre début août 2025 et début janvier 2026 y ont été levées.

Définitions :

Crise conjoncturelle : un produit est considéré en situation de crise conjoncturelle lorsque son prix à l'expédition est anormalement bas pendant 2, 3 ou 5 jours ouvrés consécutifs (selon le produit), en référence à l'article L.611-4 du Code rural. Le prix est anormalement bas lorsqu'il est inférieur de 10 % à 25 % (selon le produit) à la moyenne hebdomadaire des cinq dernières années, hormis le prix le plus haut et le prix le plus bas. La sortie de crise conjoncturelle intervient après trois jours ouvrés consécutifs au cours desquels le prix dépasse le seuil.

Intégrateur : en production intégrée, l'intégrateur fournit les jeunes animaux, l'aliment, les produits vétérinaires sur prescriptions et le suivi technique. L'éleveur fournit son outil de travail, c'est-à-dire un bâtiment aux normes, l'eau, le gaz, l'électricité et sa main-d'œuvre. La prestation d'élevage est rémunérée selon les critères techniques définis dans le contrat d'intégration.

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt de Bretagne
Service régional de l'information statistique et économique
15, avenue de Cucillé
35047 Rennes cedex 9
Tél : 02 99 28 22 30
Mail : srise.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr

Directeur : Benjamin Beaussant
Directrice de la publication : Claire Chevin
Rédacteur en chef : Sébastien Samyn
Coordinateur de la rédaction : Stéphane Bréhier
Rédacteurs : Stéphane Bréhier, Luc Goutard, Catherine Le Lain,
Christophe Massy et Gaël Richard
Composition : Catherine Le Lain
ISSN : 2739-705X
© Agreste 2026